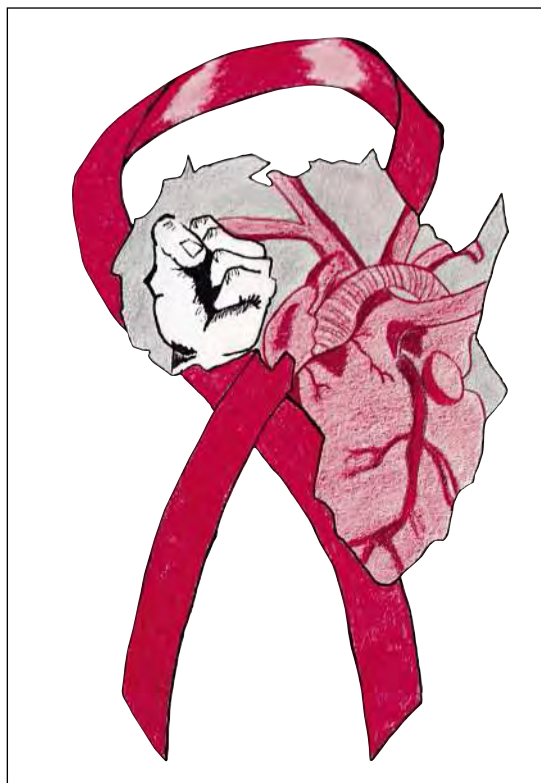

Fred Eboko

Repenser l'action publique en Afrique

Du sida à l'analyse de la globalisation
des politiques publiques



KARTHALA

L'origine de cet ouvrage est une réflexion sur l'action publique menée contre le sida en Afrique, qui constitue un archétype de mobilisation politique et sociale multi niveaux. D'inspiration internationale et portées par des standards pour la mise en œuvre des recommandations supranationales, les politiques publiques au plan national montrent la réalisation différentielle de celles-ci dont la définition, l'émergence et les orientations n'étaient au départ en rien liées à des mobilisations nationales. Ces « modèles dissonants » de politiques publiques se fondent sur une approche comparative, entre plusieurs pays, à partir de variables épidémiologiques, sanitaires et politiques.

Cette comparaison met en lumière l'acuité du rôle de l'engagement politique au plan international et national, au-delà des données épidémiologiques et de la diversité géographique des situations étudiées. Les quatre types de mobilisation politique proposés tiennent compte de la profondeur historique des politiques publiques des pays dont l'analyse permet une sociologie politique de l'État en Afrique. Soumis à des directives internationales et à des aléas globaux, ils montrent des trajectoires historiques qui en disent autant sur les réponses à une pandémie que sur la manière avec laquelle ces États reconstruisent l'ordre international dans lequel ils se meuvent.

Ainsi, en abordant la question de « la gouvernance du sida », ce livre souligne le poids des organisations internationales, de la coopération bi et multilatérale dans la gestion des affaires publiques internes aux États, auxquels s'associent des « sociétés civiles » du Nord et du Sud. En comparant cet enchevêtrement transnational d'acteurs, d'un sous-secteur de la santé à l'autre (sida, tuberculose, paludisme), puis d'un secteur à l'autre (santé, éducation, biodiversité), cet essai propose « une matrice de l'action publique en Afrique ». Cet outil d'analyse innovant permet de distinguer, pour chaque action publique, le niveau d'acteurs où se situe le levier ou les curseurs les plus décisifs. C'est une contribution scientifique et politique originale, à la compréhension de l'Afrique contemporaine en action.

Fred Eboko est politiste et sociologue, docteur et détenteur d'une habilitation à diriger des recherches (HDR) en science politique. Il est chercheur à l'Institut de recherche pour le développement (IRD), en poste au Centre Population & Développement (CEPED Université Paris Descartes - IRD) dont il est le directeur adjoint d'unité. Enseignant vacataire à l'École des affaires internationales de Sciences Po et à la Sorbonne, il assure également des enseignements à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD).

Cet ouvrage a été publié avec le concours
du Centre Population et Développement (CEPED) –
Université Paris Descartes-IRD.

Visitez notre site :
www.karthala.com
Paielement sécurisé

Couverture : *De l'intime au politique*, de Laura Seguin
pour Fred Eboko (2015).

© Éditions KARTHALA, 2015
ISBN : 978-2-8111-1426-8

Fred Eboko

Repenser l'action publique en Afrique

**Du sida à la globalisation
des politiques publiques**

Préface de Patrick Hassenteufel

**Éditions KARTHALA
22-24, bd Arago
75013 Paris**

Préface

L'analyse des politiques publiques, qui s'est développée tout d'abord aux États-Unis après la Seconde Guerre mondiale sous la forme des *policy sciences*, est historiquement caractérisée par trois éléments : une focalisation sur l'Amérique du Nord et l'Europe occidentale, une inscription dans un cadre stato-national et un lien fort avec l'action publique elle-même (expertise sur et dans l'action publique). Par la première caractéristique, elle se distingue de la plupart des autres domaines de la science politique (en particulier l'analyse des régimes politiques) qui ont d'emblée adopté une perspective sortant du cadre occidental. Cette première caractéristique est fortement liée à la deuxième : l'accent mis sur l'État-nation dans sa version occidentale, marqué notamment par une séparation qui se veut forte entre acteurs publics et acteurs privés. Les travaux de science politique portant sur l'Afrique, en particulier en France, si ils ont depuis longtemps porté sur l'État, ont surtout cherché à mettre en évidence les différences entre l'État en Afrique et l'État en Occident, comme en témoigne notamment le succès justifié de la notion « d'État néo-patrimonial », faisant ainsi obstacle à l'appréhension des politiques publiques. La proximité de l'analyse des politiques publiques avec la décision (et l'évaluation) des politiques, aux États-Unis en particulier, a aussi fait écran au recours à ses outils dans un contexte autoritaire. La désoccidentalisation de l'analyse des politiques publiques s'opère toutefois progressivement à la fin du XX^e siècle sous l'effet d'un double processus : d'une part celui de la désétatisation de l'action publique sous l'effet à la fois de la construction européenne, de la mondialisation libérale et de l'affirmation des acteurs privés (qu'ils soient issus du monde de l'entreprise ou de la société civile) ; d'autre part la prise de distance de l'analyse des politiques publiques vis-à-vis des acteurs mêmes des politiques publiques. Au tournant du siècle, sont apparues des notions telles que celles de gouvernance multi-niveaux, de politique internationale, de gouvernance

mondiale, de transferts de politiques publiques, de diffusion pour analyser ce processus d'internationalisation et de mondialisation de l'action publique qui concerne aussi bien sûr le continent africain mais qui n'y ont pas été analysés systématiquement.

C'est pour cela que l'ouvrage de Fred Eboko est important, non seulement pour les spécialistes du VIH-sida et ceux de l'Afrique subsaharienne, mais aussi de manière plus générale pour tous ceux qui réfléchissent aux évolutions actuelles des politiques publiques. En effet, son travail propose des décloisonnements analytiques multiples, indispensables à l'appréhension de l'action publique dans un monde globalisé soumis à des enjeux transfrontaliers. Tout d'abord, Fred Eboko réalise ici un travail qui combine avec bonheur des perspectives de recherche renvoyant à des traditions disciplinaires très différentes : celle de l'anthropologie, de la science politique (en s'inscrivant dans plusieurs de ses sous-champs : sociologie de l'État, analyse des politiques publiques et relations internationales) et de la santé publique.

Il opère ensuite un décloisonnement avec les perspectives d'analyse des aires culturelles, ici en l'occurrence les travaux portant sur l'Afrique subsaharienne. L'existence d'une forte tradition africaniste, marquée en particulier par l'anthropologie, a conduit à une forme d'autonomisation de ce champ d'études, en France en particulier, se traduisant notamment par une certaine ignorance des questionnements et des outils d'analyse des politiques publiques comme le souligne à juste titre Fred Eboko. Celle-ci se retrouve dans les travaux de sociologie de l'État qui ont également été développés sur des terrains subsahariens, à partir des questionnements dominés par la focale de la patrimonialisation, en négligeant celle de la production d'actions publiques impactant la société. En réintroduisant l'analyse des politiques publiques dans l'analyse de l'État en Afrique subsaharienne, Fred Eboko opère aussi une déspecification de ces terrains en les rendant comparables non seulement entre eux (ce qu'il fait dans ce livre) mais aussi avec des terrains extérieurs à cette zone géographique et culturelle (ce que permet ce travail pour des recherches ultérieures). La comparabilité qu'il produit tient aussi au caractère transnational de son objet, le VIH-sida, qui par nature n'a pas de frontière, appréhendé à travers l'enjeu de l'accès aux médicaments anti-rétro-viraux, et des acteurs qu'il analyse, en particulier les organisations internationales, les associations de lutte contre le VIH-sida et les « oligarchies biomédicales » notion très heuristique proposée avec pertinence par Fred Eboko pour donner à voir les réseaux de professionnels de la biomédecine, en position de contrôler les dispositifs de financement et

d'intervention au niveau national. Ceux-ci circulent non seulement au-delà des frontières mais aussi entre les différents niveaux d'action publique : supranationaux, nationaux et infranationaux. La prise en compte de ces différents niveaux n'est pas le moindre mérite des travaux de Fred Eboko qui montrent avec force la nécessité d'appréhender l'État en interaction à différents niveaux (du local à l'international).

Par cette centralité accordée au transnational et au multi-niveau, Fred Eboko opère un autre décloisonnement important : avec l'analyse des relations internationales en tenant compte des organisations internationales ainsi que de la production de règles et d'acteurs supranationaux. Ce travail renouvelle aussi l'analyse comparative à l'intérieur de l'Afrique subsaharienne. Cette démarche est rare et précieuse car trop de travaux à dominante monographique prétendent parler de « l'Afrique » de manière générale. Au contraire, Fred Eboko a mené des enquêtes de terrain et des recherches sur de nombreux pays, à la fois dans des francophones (Côte d'Ivoire, Sénégal, Burkina Faso, etc.) et anglophones (Ouganda, Botswana, etc.), en particulier au Cameroun (à la fois francophone et anglophone). Il en résulte une typologie particulièrement riche et stimulante, mettant au jour des « matrices de l'action publique » intégrant des dimensions historiques et combinant la dimension des acteurs avec celle des normes et des institutions, qui pourra servir à d'autres travaux comparatifs portant sur d'autres enjeux transnationaux, comme Fred Eboko commence à le faire ici en intégrant les enjeux environnementaux et éducatifs. Elle permet aussi de mettre au jour la complexité et la diversité des processus de traduction par les acteurs nationaux et locaux des principes d'action, des normes et des instruments qui circulent internationalement. Loin de subir passivement des politiques publiques globales diffusées à une échelle mondiale par des acteurs internationaux, les acteurs africains se les réapproprient et les transforment en construisant de nouveaux cadres d'action hybrides que seule une telle démarche comparative permet d'appréhender.

La prise en compte des acteurs transnationaux effectuée par Fred Eboko est, enfin, un moyen de renouveler l'analyse des États africains en dépassant la question de la dépendance et de l'extraversion en mettant en avant les effets d'émergence et de renforcement de nouveaux acteurs (associations, ONG...) déployant des logiques transnationales, au niveau local en particulier, et qui opèrent des formes de rééquilibrage Nord/Sud. Cet accent mis sur des terrains locaux lui a permis d'être parmi les premiers à voir dans les politiques de lutte contre le VIH-sida en Afrique subsaharienne l'émergence puis l'institutionnalisation d'un véritable

dispositif de gouvernance. Il ouvre ainsi une nouvelle perspective, celle de comprendre la gouvernance internationale à partir de terrains « interstitiels », dans les institutions et dans la vie quotidienne, croisant culture populaire et politiques publiques. La gouvernance multi-niveau qui caractérise la prise en charge du VIH-sida est ici appréhendée au concret, sans que les interrogations théoriques soient occultées, au contraire : c'est toute la force de cet ouvrage appelé à faire date.

Patrick HASSENTEUFEL
Professeur de science politique
Université Versailles-Saint-Quentin-Paris-Saclay/Sciences Po
Saint-Germain-en-Laye
Laboratoire Printemps

Remerciements

Ce travail de synthèse de mes travaux doit sa construction et son aboutissement à la collaboration scientifique de Patrick Hassenteufel, à l'occasion de mon Habilitation à Diriger des Recherches à laquelle il a consacré un temps précieux et une attention d'autant plus soutenue qu'il n'est pas coutumier des terrains africains sur lesquels s'appuient les matériaux empiriques de cet ouvrage. Ma reconnaissance est entière à l'égard de sa rigueur intellectuelle, de ses conseils avisés, de son soutien et de sa patience au cours des deux années pendant lesquelles nos confrontations se sont arrimées à la sociologie politique de l'action publique.

Je remercie Laurent Vidal pour son soutien, ses conseils, ses remarques et ses encouragements permanents. Je lui dois bien davantage que des remerciements. C'est une pierre précieuse au cœur de mon parcours scientifique. Dominique Darbon est à l'origine du conseil qui a consisté à faire suivre ce travail par un professeur de science politique qui ne soit pas spécialiste de l'Afrique. Cette orientation a été judicieuse en tout point. Merci Dominique. Marc-Éric Gruénais a encouragé la rédaction de ce travail. Qu'il soit remercié pour son soutien moral. Le Chapitre 1 est un hommage involontaire à son travail qui a ouvert des pistes sans lesquelles celui-ci serait fondamentalement différent. Jean-Paul Moatti a soutenu l'élaboration de cette longue réflexion. Être à ses côtés dans les joutes scientifiques internationales, au titre de l'UMR 912 SESSTIM qu'il dirigeait, représente une des expériences scientifiques et humaines les plus riches que mon travail m'ait offert. Merci Jean-Paul. Que toute l'équipe de l'UMR 912 et le staff de l'ORS PACA à Marseille trouvent ici l'expression de ma profonde gratitude.

En m'invitant à prononcer la leçon inaugurale de la « *1st International Social Science and Humanities Conference* » à Durban en juin 2011, Vinh-Kim Nguyen m'a témoigné sa confiance scientifique et son amitié pour la plus troublante des expériences scientifiques de ma petite vie. Thanks a lot Vinh-Kim, from the naked researcher. Le soutien et l'amitié de Richard

Banégas dans l'ensemble de mes activités scientifiques représentent une valeur humaine et intellectuelle rare. René Otaeyek a été mon professeur, notre amitié est à placer désormais sous une protection quasi divine. Nous sommes vivants. Merci René.

Ce travail et mon parcours scientifique doivent beaucoup au soutien financier de l'Agence nationale de recherche sur le sida et les hépatites virales (ANRS, Paris). Que Jean-François Delfraissy, son directeur, trouve ici l'objet de ma grande gratitude envers toute l'équipe de l'anrs. Mes échanges avec Véronique Doré, chef du service sciences sociales et santé publique de l'ANRS ont nourri l'élaboration de ce travail. Véronique, mon affection te précède, ma reconnaissance et mon amitié te suivent. Le développement et l'approfondissement de ma problématique doivent beaucoup au Programme pilote régional (PPR) de l'IRD « Politiques publiques, sociétés et mondialisation en Afrique subsaharienne » (POLMAF) dont je coordonne l'axe « santé ». À travers les responsables de ce programme, c'est chaque membre de l'équipe POLMAF que je voudrais remercier : Marie-France Lange, Emmanuel Grégoire, Jean-François Kobiané. J'ai bénéficié de la confrontation de ce travail avec des collègues qui l'ont enrichi de leurs critiques et remarques. Merci à : Emmanuel Grégoire, Anne Attané, Habibou Fofana, Jean-Baptiste Guiard-Schmid, Sophie Lewandowski, Marie-Christine Cormier-Salem, Gérard Salem, Valérie Delaunay, Laëtitia Atlani-Duault, Philippe Msellati, Jean-Luc Dubois, et bien d'autres qui voudront bien m'excuser de ne pas pouvoir tous les citer ici.

Je suis reconnaissant à toute l'équipe du projet « Gouvernance et santé/sida » dont je suis l'investigateur principal. Je suis particulièrement sensible à l'apport et au soutien scientifique et amical de Louis Pizarro et d'Olivier Nay. Leurs intelligences respectives, leur ouverture d'esprit et leur amitié me sont d'un recours précieux. Merci Louis, merci Olivier.

Je dois beaucoup aux étudiants et anciens étudiants que j'ai le plaisir d'accompagner depuis quelques années. Fanny Chabrol, Élise Demange, Perrine Bonvalet, Anne Bekelynck, Patrick Awondo, William Tchuinkam, Clément Soriât, David Ilboudo, Cyril Enyu'u sont de ceux dont le travail et les échanges avec moi ont inspiré cette synthèse. Qu'elles/ils soient remerciés, de même que les étudiants qui furent les miens depuis 2009 au Master d'Affaires Internationales du *Paris School of International Affairs* (PSIA) de Sciences Po. Que le directeur de PSIA, Ghassam Salamé et tout son staff soient remerciés pour leur soutien au cours de ces années d'enseignement. Je leur sais également gré de m'avoir donné la chance et l'opportunité de

rencontrer et d'échanger avec Kofi Annan. Ce fut un grand honneur et un réel plaisir.

Depuis mon recrutement à l'Institut de recherche pour le développement (2004), deux affectations au Cameroun (2005-2008) puis au Sénégal (2012-2014) ont contribué au renouvellement de mes travaux. Je suis particulièrement reconnaissant à la Fondation Paul Ango Ela de géopolitique en Afrique centrale (FPAE, Yaoundé) pour l'accueil que cette fondation m'a réservé au cours de mon séjour et pour la fidélité avec laquelle nos collaborations se poursuivent. De la même manière, je suis très sensible à l'hospitalité que l'Institut africain de la gouvernance (IAG, Dakar) m'a fait bénéficier au cours de mon expatriation au Sénégal. De la même manière, le programme PAC-CI à Abidjan, le LASDEL à Niamey et à Parakou sont de précieux partenaires que je me plais à saluer ici. L'ancien Représentant de l'IRD à Dakar, Georges De Noni a constitué un soutien très important dans mon intégration au pays de la Teranga. Qu'il soit chaleureusement remercié et à travers lui toute l'équipe de l'IRD à Dakar.

Les relectures de plusieurs parties de ce travail ont été nombreuses et riches. Je remercie très chaleureusement Andy Smith, Fanny Chabrol, Maurice Enguéléguélé, Joseph Owona Ntsama, Guillaume Lachenal, Thierry Sanzhie Bokally et Hemley Boum.

Les relectures de mon épouse Ibete Yele Cathy Eboko ont été aussi sévères que décisives. Sans son soutien, j'aurais sans doute abdiqué. Merci Cathy. Je remercie également mes enfants Iman et William pour leurs encouragements, leur humour, leur grande capacité d'adaptation et leur affection. Mon père n'a pas ménagé ses efforts, de près comme de loin, pour me prodiguer des conseils et m'offrir des précisions sur la construction des politiques publiques en Afrique. Ma mère et mes sœurs ont suivi les difficultés liées à la progression de ce travail, accompli entre moult autres activités. Leurs encouragements et leurs prières me feront toujours rire en me faisant le plus grand bien.

J'aurais toujours une pensée émue et une reconnaissance éternelle envers Jean-François Médard qui nous a quittés en 2005. Merci à Annie Hubert qui est partie à son tour en 2010. Ce fut les plus belles rencontres de ma vie de chercheur et de ma vie d'homme.

Je remercie également toutes les personnes sans lesquelles je ne serai pas chercheur : Claude Raynaut, Michèle Cros, Kalliopi Ango Ela et la

Fondation Paul Ango Ela de géopolitique en Afrique (FPAE, Yaoundé), Patrick Quantin, Daniel Bach, Luc Sindjoun, Alain Froment, Daniel Bley, Olivier Iyebi, Mahaman Tijani Alou, Nathalie Assou, Jean-Pierre Elisha et bien d'autres...

Ce travail n'aurait pas pu être achevé sans de minutieuses relectures et corrections de ce manuscrit. Fatoumata Hane à Dakar et Cindy Morillas à Bordeaux ont consacré un temps précieux et une minutie particulière à cette tâche ingrate. Que celles et ceux que j'ai oubliés et qui m'ont soutenu ou encouragé, à une étape de mon parcours, trouvent ici l'expression de ma profonde gratitude.

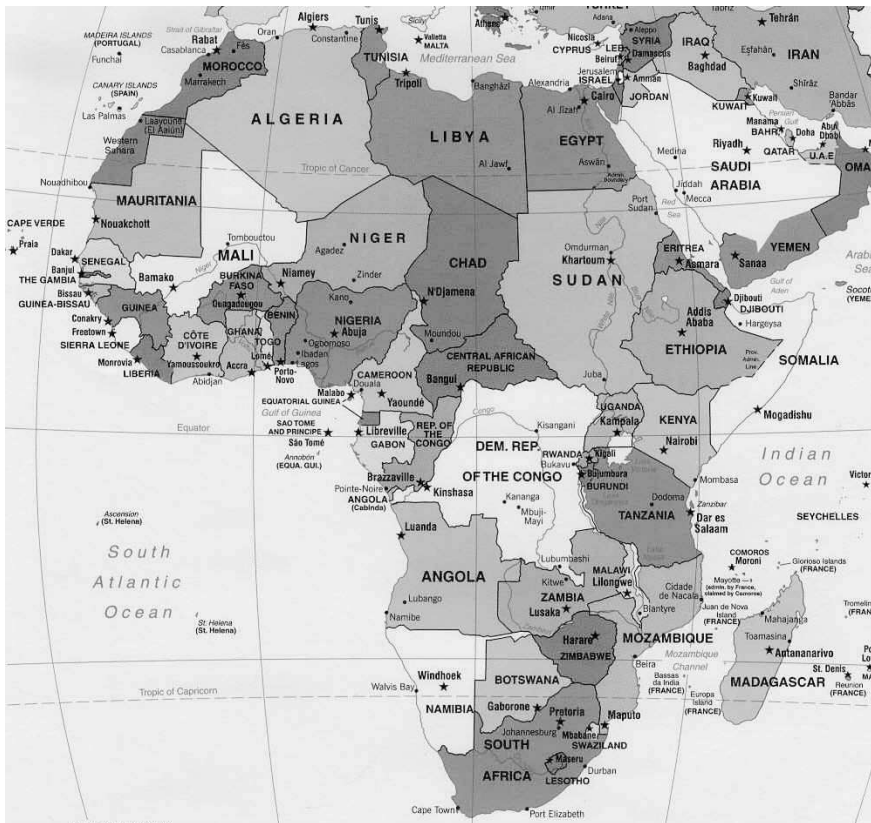


Figure 1
Carte politique de l'Afrique

AVANT-PROPOS

Parcours et altérité : se former avec et parmi les autres

La rue Sainte-Catherine joue de ses ombres et de ses clairières urbaines, sous un soleil d'hiver. En ce mois de février 1995, le soleil brûle à feu très doux sur les mille huit cents mètres de la principale artère piétonne de la capitale des Girondins. Bordeaux est le décor de mes aspirations et de mes inquiétudes de doctorant, après une année où j'ai circulé entre le département de sociologie de l'Université de Bordeaux 2 et le Centre d'étude d'Afrique noire (CEAN) de l'Institut d'études politiques de Bordeaux. Deux DEA, deux mémoires, deux sujets, deux ambitions, des écrits et deux soutenances plus tard, je marche sans but, dans une errance hivernale. Je vais passer sous l'arche de la Victoire qui ouvre la rue Sainte-Catherine. Sur ma droite, l'ancienne faculté de pharmacie qui abrite, entre autres, le département de sociologie et d'ethnologie riches de beaux souvenirs et de quelques questions sans réponse. Classé 3^e sur 50 à mon DEA de sociologie, une mention Bien qui me comble et le souvenir doux d'une soutenance entre Didier Lapeyronnie et Monique Laks (†). 17/20. J'en étais content mais les deux allocations de recherche sont allées aux deux premiers. Pour mon DEA Études africaines mention science politique, mon directeur de mémoire, Patrick Quantin, était furieux. J'étais en tête du classement après les écrits et je me suis effondré dans l'écriture de mon mémoire au bout d'un été où les jours étaient plus longs les uns que les autres.

Parfois les enseignants parient sur les étudiants et les jeunes chercheurs un peu comme au poker qui peut être menteur. Cette fois, à mon grand dam, Patrick Quantin avait perdu. Pas d'allocation de recherche du côté de l'IEP de Bordeaux. Mention tristesse. J'étais au pied du podium dans les deux compétitions dans lesquelles je m'étais aligné. Pour autant, cette année de DEA avait

été riche et forte en termes d'apprentissages, de solidarités étudiantes et d'amitiés.

Deux semaines après ma soutenance au CEAN, j'allais à la soutenance du DEA de sociologie sur *Les Métis franco-africains : identités et citoyennetés*. Mon ami et *alter ego* Franck Eisenberg m'avait épaulé et soutenu toute l'année. Nous nous connaissions depuis la première année de sociologie. À la faveur d'une proximité liée à nos communes initiales (F.E.), nous étions assis côte à côte lors de tous les examens et nous passions nos oraux l'un après l'autre. Était née une amitié que les années allaient alimenter de mille anecdotes et surtout d'échanges bâtis sur des caractères dissemblables et des points communs dicibles et indicibles.

Alors, en cet après-midi de février 1995, je marche. Il va falloir survivre sans que je ne sache ni comment ni pourquoi. Je ne sais pas par où aborder Sainte Catherine. Je marche. Je sonne au 122 chez mon frère. Pas de réponse. Je rebrousse chemin pour repasser sous l'Arche d'une victoire qui semble bien envolée, promise à d'autres.

Je lève la tête et je me retrouve en face d'un sourire qui m'est si familier. C'est ma « prof » d'anthropologie, celle qui soutenait à coups de lectures et d'une exigence épique d'apprentissages ses fameux étudiants « double cursus », sociologie-anthropologie. Michèle Cros sourit. Je ne sais pas quel est l'éclat du sourire que je lui rends. Toujours est-il qu'à la question « que devenez-vous Fred ? », je lui ai sans doute rendu un sourire un peu éteint. Les grandes rencontres sont parfois construites sur des moments assez simples. Madame Cros propose de m'offrir un café sur la petite terrasse du snack bar qui nous tend les bras. Elle a l'air inquiet et surtout ne comprend pas que je n'aie eu aucune allocation. « Et l'ORSTOM ? Quand même deux DEA avec mention, la même année, je ne comprends pas ». Je lui explique que j'ai dû appeler et insister auprès de la direction de l'ORSTOM pour recevoir une lettre à ma demande d'allocation envoyée un an plus tôt. Je lui raconte un dédale de coups de fil, entre la direction de cet institut et le département dont relève ma demande.

La sentence a été claire :

- Nous avons attribué les allocations de recherche depuis longtemps.
- Je n'ai pas reçu la moindre nouvelle, dis-je, empêtré dans une surprise qui ouvre la plaie de la déception.
- Nous allons vous mettre en relation avec le responsable.
- Oui, je me souviens de votre dossier, me dit le « responsable ». Votre projet était intéressant mais le choix a été fait suivant des thèmes prioritaires, notamment sur le pays qui concernait votre demande, le Cameroun.

– Pourrais-je être mis en relation avec celui ou celle qui a reçu cette allocation sur le Cameroun ?

– Non, ça ne se fait pas. Pourquoi ?

– Parce que ce serait intéressant de travailler ou de rencontrer un étudiant aussi brillant. Pour avoir cette allocation de recherche, au point que les autres candidats ne reçoivent même pas de réponse, y compris ceux qui ont obtenu deux DEA la même année avec mentions, ce doit être un candidat très très fort et c'est toujours intéressant de travailler avec les meilleurs.

Je ne sais plus très bien ce que je raconte.

Mon aigreur et mon ressentiment n'ont reçu qu'une petite lettre quelques temps après cet échange téléphonique, pour me confirmer que ma demande n'avait pas été satisfaite.

Michèle Cros me regarde, elle est inquiète pour moi. Pour autant son sourire indique que tout n'est pas perdu. Elle me connaît, elle est ma formatrice en anthropologie, elle nous a appris, à coups de sueurs et de céphalées, ce que nous pensions savoir en nous inscrivant en licences de sociologie et d'anthropologie : lire et écrire. La mesure de l'apprentissage chez Michèle Cros était d'abord la bibliographie sur les thèmes d'élection de l'étudiant. Nous étions un petit groupe à être intéressés par l'anthropologie urbaine. En deux ans (licence et maîtrise), nous avons parcouru et absorbé quelques dizaines de références sur les trajectoires sociologiques et anthropologiques des « écoles » qui ont présidé à l'avènement de ce champ de recherches tout au long du XX^e siècle.

De « l'école de Chicago » qui n'en fut pas une pour ses membres, à l'École de Manchester née ailleurs que dans le nord de l'Angleterre, jusqu'aux travaux d'anthropologie française dans et sur les villes, nous étions allés à la découverte d'auteurs, de livres et d'articles qui furent autant de voyages que d'escales. Des synthèses écrites devaient attester de l'état de maturation de nos lectures. Entre nos premiers essais bibliographiques, en licence, et les suivants qui correspondaient souvent à nos terrains d'élection, les progrès se mesuraient aux contenus des commentaires de notre « prof » vis-à-vis de nos fiches de lecture. À quelques exceptions près, nous avons tous commencé par entendre une sentence à laquelle il fallait survivre ou renoncer : « c'est catastrophique ! ». Celles et ceux qui avaient décidé de survivre à cette défaite, avec des échanges humoristiques et sarcastiques entre amis, repartaient pour de nouvelles batailles. Du haut de mon Deug de sociologie, j'avais entrepris de commencer par un ouvrage de Béatrice Le Wita sur la culture bourgeoise, ses pratiques, sa socialisation et ses codes en France. Contrairement à ce qu'affichait Michèle Cros (« je suis une ethnologue primitiviste qui déteste les terrains en milieu urbain »), les milieux

bourgeois avaient été des espaces sociaux d'investigations pour elle, dans une autre vie. Ma fiche de lecture avait été jugée à l'aune de cette expérience et de tous les défauts que l'on peut traîner en troisième année de science sociale. « C'est catastrophique ! ». Nos rires d'étudiants étaient notre catharsis pour surmonter l'opprobre formatrice et relativiser le poids de la sentence initiatique.

Je m'étais alors soumis à la lecture d'un classique de l'anthropologie africaniste, un petit chef d'œuvre : *L'Afrique ambiguë* de Georges Balandier (1957). Je m'étais appliqué comme aux premiers jours de l'école primaire. Après un résumé que je voulais le plus lisible et précis possible, j'avais développé une des nombreuses thématiques de l'ouvrage en arguant que Balandier avait mis en lumière les mécanismes profonds qui portaient la reproduction et le changement social en Afrique dite « noire ». Dans ce contexte, j'avais écrit que l'excision pouvait se présenter comme un « crime parfait », puisque les bourreaux (les pères, beaux-pères et futurs époux) et « bénéficiaires » de cette clitoridectomie qui marquait les jeunes filles au fer rouge en attestant de la dignité de leur filiation, étaient absents de la mise en œuvre pratique de ce rituel. En me remettant ma fiche de lecture, un sourire avait remplacé le dépit de la première épreuve. Un compliment mesuré accompagnait le rayon de lumière que je me plaisais à voir dans l'œil rieur de notre enseignante. Les survivants de la première épreuve connaissaient à peu près tous le même sort. Nous nous délections des appréciations positives qui sanctionnaient nos secondes batailles. Nous nous promettions de réduire les critiques qui accompagnaient encore les corrections inscrites à la marge de nos copies. Il fallait relever un défi qui consistait à élargir le sourire de Madame Cros. C'était une perspective risquée, sinieuse et excitante. Pour la poignée d'étudiants inscrits dans les départements respectifs de sociologie et d'anthropologie, nos semaines se construisaient autour d'emplois du temps qui nous faisaient courir entre le campus de Talence où avait encore lieu certains cours de sociologie et la Place de la Victoire qui hébergeait déjà la majorité des enseignements du département de sociologie en pleine migration. Celle-ci ramenait la sociologie, de la périphérie de la cité girondine vers son centre névralgique qu'elle avait quitté avec la création du plus grand campus d'Europe, à savoir celui de Talence.

Pour une discipline réputée aussi individualiste que l'ethnologie, cela constituait un double challenge pédagogique et didactique. Nous avions alors constitué un groupe de trois étudiants pour aiguïser notre appétit d'anthropologie urbaine. Aude Mérienne était une matheuse qui sortait d'une école préparatoire sanctionnée par un succès à un concours d'entrée dans une école d'ingénieur à laquelle elle avait choisi de renoncer. Elle préférait préparer une « carrière sociale », à partir de l'étude des sciences sociales. Elle avait

acquis de ses années de préparation aux grandes écoles une capacité de travail que nos céphalées faisaient sourire et surtout une organisation de son temps et de son travail très structurée. Thibault Le Renard était un rat de bibliothèque, lecteur acharné et méthodique. Dès lors que nous avons choisi la thématique de l'anthropologie urbaine, Thibault avait entrepris un plan de lectures qui l'a conduit dans toutes les bibliothèques bordelaises qui pouvaient receler des références qui nous intéressaient. Pendant tout le second semestre, nous nous sommes vus pratiquement tous les jours. Nous nous rejoignons à la première occasion, alternant le respect du calendrier fixé par Aude, les ateliers d'écriture qui me plaisaient par-dessus tout, les comptes-rendus de lecture dans lesquels Thibault excellait et quelques moments de détente toujours ponctués des éclats de rire de Aude qui aimait le spectacle que nous lui fournissions Thibault et moi. Attablé devant leurs ordinateurs respectifs, Aude aimait à me chambrer, non sans raison « venez voir l'homme et la machine ! ».

Thibault nous avait convaincus que le Marché des Grands Hommes dans le quartier central dit du « Triangle d'Or » devait être notre « terrain ». Michèle Cros avait trouvé ce choix original et nous avait soutenus dans notre choix. De l'histoire de la création de ce marché couvert en lieu et place de l'ancien marché des « Grands Hommes » qui datait du début du XX^e siècle, à la composition sociologique des commerçants et des clients, notre travail a tenté de retracer une combinatoire. Celle-ci comprenait les nouveaux terrains de l'anthropologie « endotique », les arènes politiques locales de Bordeaux et les « grands travaux d'Astérix » (le rôle d'Astérix étant dévolu au patriarche et maire de la ville, Jacques Chaban-Delmas) parmi lesquels la Cité mondiale du Vin et des Spiritueux et le Marché des Grands Hommes, inauguré l'année de notre terrain par la reine d'Angleterre, Elizabeth II.

Nous rendions compte à notre enseignante de l'état d'avancement de notre enquête. Elle nous écoutait avec attention et nous donnait des conseils pour circonscrire notre terrain à la description la plus fine des lieux et de celles et ceux qui les faisaient vivre. Notre mémoire s'est appelé, sous forme de clin d'œil un peu malicieux, « Sur les pas des Grands Hommes. Immersion anthropologique dans le champ du marché des Grands Hommes à Bordeaux ». Thibault avait élargi notre investigation théorique en croisant des ébauches de réflexion de l'anthropologie économique avec l'anthropologie urbaine. Au bout de quelques nuits blanches, l'écriture de la cinquantaine de pages de notre labeur nocturne et de nos enquêtes diurnes s'était achevée dans le timing fixé par Aude. Les dernières nuits avaient été consacrées à mettre en cohérence ce mémoire écrit à trois, de telle sorte qu'il s'agisse d'un seul style et non de trois écritures. J'avais été chargé de cette tâche de relecture et de réécriture globale. Après le montage des planches

photographiques en couleur, nous avons pu imprimer les exemplaires de notre aventure. Tous les trois, nous nous sommes rendus au secrétariat de la faculté pour déposer non sans soulagement notre travail. Restait à préparer nos différents écrits et à attendre le résultat de notre mémoire qui était dispensé de soutenance pour cette année propédeutique.

Quelques jours plus tard, Michèle Cros commença à rendre les mémoires et les notes. Nous étions assis tous les trois au fond de l'amphithéâtre. Une cinquantaine d'étudiants avaient pris place dans cette enceinte séculaire. Michèle Cros prit la parole et annonça qu'elle tenait à lire des passages des meilleurs des mémoires de licence qu'elle avait reçus. Nous ne nous sentions pas concernés, après des mois où nous avions surtout appris que notre seule véritable ambition était d'apprendre à lire et à écrire. Dès qu'elle a entamé la lecture, les joues d'Aude et Thibault avaient viré au rouge pivoine. La première phrase de notre mémoire venait d'être prononcée : « Le sol luit d'un éclat argenté... ». Nous nous regardions tous les trois et nous étouffions un fou rire en pensant à ce passage qui avait écrit chez Thibault vers 4 heures du matin, dans cet état de fatigue avancé qui concède du terrain à toutes les blagues. Thibault avait juré que ce passage nous vaudrait le plaisir de notre formatrice, il en était sûr. Nous avons ri à ce jeu nocturne qui consistait à savoir ce qui pouvait extraire des compliments de notre professeure. Nous n'y croyons guère mais nos réflexions coquines et plaisanteries enfantines nous faisaient rire entre deux sandwiches et quelques paragraphes dont certains étaient sanctionnés par les uns et les autres d'un « c'est n'importe quoi ! ».

Au fond de cet amphithéâtre, nous venions de récolter notre première « victoire » collective et surtout d'acquérir la définitive assurance que le travail en groupe recèle des avantages dont parlaient nos émotions. Les étudiants se sont retournés, nous avons reçus cinquante sourires éclairés par la satisfaction de celle dont nous avons parlé de jour et de nuit, comme si elle était devenue en elle-même un objectif à atteindre. Dans la dynamique de cet après-midi, nous avons également touché du doigt le plaisir d'obtenir une note dont aucun de nous n'avait rêvé pour un mémoire à ce stade : dix-huit sur vingt.

Nous attaquâmes les examens écrits, entre l'enthousiasme de notre jeunesse et l'incertitude consubstantielle aux examens. Nous avons négligé les matières « secondaires » de nos examens en sociologie. L'enthousiasme sociologique venait du fait que les cours principaux de cette année de licence étaient orientés vers le politique : sociologie politique et systèmes politiques. L'examen général de sociologie avait été à la hauteur de notre enthousiasme et de nos craintes : « les limites de la démocratie ». Nous nous en étions sortis honorablement. En revanche, sur toutes les matières qui relevaient de

techniques ou de méthodes pour nous former aux enquêtes à venir (informatique, statistiques), les résultats avaient été catastrophiques. Nous n'étions pratiquement pas allés en cours sur ces matières.

Michèle Cros a l'air calme et, comme d'habitude, très attentive. Elle me suggère une idée qu'elle m'avait déjà soumise, en vain, quelques années plus tôt. « Pourquoi ne rajouteriez-vous pas la question du sida chez les jeunes ? Cela vous donnerait une porte d'entrée très intéressante sans que vous ne changiez de sujet... Claude Raynaut dirige un laboratoire du CNRS à Bordeaux 2 et il est vraiment à la pointe des recherches en sciences sociales sur le sida. Il pourrait vraiment être intéressé par votre sujet. » Je tentai, une fois de plus, d'opposer à ma formatrice le peu de connaissances scientifiques que j'avais sur ce sujet et sur les questions de santé en général. Michèle Cros n'était pas convaincue par cet argumentaire. Elle avait presque « théorisé » cet évitement de la question épineuse du sida chez des étudiants qui avaient moult raisons de la contourner, en raison de la liaison délicate qui existait entre l'intime, la sexualité, la maladie et le spectre de la mort, y compris chez les étudiants qui abordaient des sujets dont on pouvait se demander comment ces apprentis chercheurs pouvaient réaliser l'exploit de taire le risque de la transmission du VIH. L'avenir avait curieusement donné raison à l'enseignante puisque les deux étudiants en question, Christophe Broqua et moi-même, sommes devenus des « spécialistes » du sida ; l'un à partir des politiques publiques et des jeunesses urbaines en Afrique, l'autre à partir des recherches sur l'homosexualité et les « sexualités » en général. C'était une sorte de retour du « refoulé » (Cros 1994).

Michèle Cros me proposa de me prendre rendez-vous avec l'anthropologue Claude Raynaut. À une condition, rituelle lorsque l'on devait rencontrer un chercheur pour la première fois : avoir lu au moins un texte du chercheur en question. J'acquiesçai. Elle me recommanda un ouvrage collectif, publié sous la direction de Jean-Pierre Dozon et Laurent Vidal : *Les sciences sociales face au sida en Afrique. À partir de l'exemple ivoirien* (1993). Claude Raynaut et Fébronie Muhongayire, une anthropologue d'origine rwandaise, y avait cosigné un des chapitres qui ne portaient pas sur la Côte d'Ivoire mais sur le Rwanda (Raynaut et Muhongayire 1993/1995). Je promis donc à ma « prof » de consulter l'ouvrage et le chapitre coécrit par Claude Raynaut dans la perspective d'un rendez-vous avec ce chercheur dont j'avais déjà entendu parler à plusieurs reprises, notamment de la part de « Madame Cros ». Michèle Cros pris le numéro de téléphone de Franck Eisenberg chez qui j'étais hébergé et elle promit de m'appeler le lendemain soir. Nous nous séparâmes à l'entrée de la faculté, Place de la Victoire et je grimpai vers la bibliothèque pour découvrir le fameux ouvrage.

J'avais d'abord commencé par aborder le chapitre qui traitait de la question des comportements, attitudes et pratiques des jeunes ivoiriens face au risque lié au sida, dans un contexte épidémiologique où la Côte d'Ivoire était le pays le plus affecté par le VIH/sida en Afrique de l'Ouest. L'article était signé par deux chercheurs ivoiriens, Tapé Gozé et Dédry Séry (1993). Bien que leur enquête me parut très intéressante, leurs conclusions me laissèrent sur ma faim tant « la jeunesse » était conçue comme une variable englobante, une sorte d'étape d'inconscience. La lecture rapide de cet article laissait entière la question du risque chez les adultes puisque manifestement c'était l'immatunité liée à l'âge qui expliquait, selon les auteurs du chapitre, la propension à s'exposer au risque d'infection. Il me semblait en outre que les auteurs faisaient peu de cas des enjeux de la stratification sociale. Je pris néanmoins des notes, sans être convaincu outre mesure de l'inspiration que je pouvais tirer de cette lecture. D'autant que toutes mes années bordelaises avaient été nourries d'amitiés d'étudiants venus de différentes villes de Côte d'Ivoire et d'extraction sociale assez variée. J'avais acquis une intime conviction de la fréquentation de ces étudiants parmi tous ceux que la ville de Bordeaux permet de rencontrer en une décennie que la Côte d'Ivoire était sans doute le pays d'Afrique francophone qui connaissait les syncrétismes socioculturels les plus originaux. J'entrepris ensuite la lecture du chapitre de Claude Raynaud et Fébronie Muhongayire : « Chronique d'une mort annoncée ».

À la fin du chapitre, l'articulation des thématiques de mon choix, à cette époque (politique publique, socialisation juvénile, changement social et mobilisations collectives) avec la problématique du sida, m'apparut clairement. J'avais lu d'une traite ce chapitre qui bien des années plus tard restera un des textes les plus saisissants que j'aie lus sur le sida en Afrique. Il s'agissait d'une enquête approfondie qui avait été menée auprès de femmes rwandaises, notamment des « prostituées » dont une phrase résumait la concaténation des risques et des contraintes qui dessinait l'amplitude du drame de l'infection à VIH : « entre mourir de faim aujourd'hui ou mourir du sida demain, le choix est vite fait ». L'ethnographie et l'analyse anthropologique qui l'accompagnait étaient d'une clarté et d'une richesse qui me transportèrent littéralement. Je repris le texte une nouvelle fois et je notais ce que je considérais d'emblée comme le paradigme au principe du travail des auteurs : « le sida joue vis-à-vis des sociétés africaines simultanément le rôle de révélateur et d'agent du changement social ». J'étais conquis. Je touchai du doigt le substrat de mon sujet de thèse mais j'imaginai assez peu que c'est toute ma recherche et ma vie qui étaient en train de changer.

Après deux heures de lectures et de notes soigneusement prises, je rejoignis l'appartement du Cours de la Somme d'où Franck Eisenberg et moi

refaisions le monde, à l'aune de nos rêves, de nos ambitions, de nos frustrations et de nos espoirs. Sur l'ordinateur portable de mon ami, j'entrepris la réécriture de mon projet de thèse. Il s'agissait dès lors de postuler sur un sujet de science politique, éclairé par une démarche méthodologique inspirée d'une anthropologie à ras du sol, à partir des jeunesses urbaines du Cameroun pour appréhender les perceptions, réceptions et pratiques issues ou non des politiques publiques mises en œuvre pour lutter contre l'expansion du sida en Afrique et en particulier au Cameroun. Le rôle de l'État conçu comme « le centre-directeur de la société » (Durkheim 1950), corrélé à l'influence des organisations internationales et aux organisations non gouvernementales devait orienter une problématique au centre de laquelle je considèrerais les différentes catégories de jeunes comme les révélateurs du changement social et politique, dans un contexte de crise économique drastique. Franck relu et corrigea, comme à l'accoutumée, ce texte qui faisait une dizaine de pages.

Arrimage

Le lendemain, Michèle Cros m'appela. Elle m'avait pris un rendez-vous avec Monsieur Raynaut pour le lendemain en début d'après-midi. Elle me donna le numéro de téléphone du laboratoire « Sociétés, Santé, Développement » (SSD). Je me rendis au rendez-vous à l'heure convenue. Claude Raynaut me reçut avec une grande amabilité et beaucoup de simplicité. Il me demanda de lui dire en quelques minutes en quoi consisterait ma problématique. Au bout d'un quart d'heure d'échanges et de présentation de mon parcours, Claude Raynaut m'annonça qu'il voulait bien codiriger ma thèse et me confier des vacances dans son laboratoire, à condition que mon directeur de thèse, Jean-François Médard n'y voit pas d'inconvénient. En attendant, Monsieur Raynaut partait pour le Brésil en mission, le lendemain. Il me présenta Charles Cheung qui était l'administrateur du laboratoire. Les blagues et la bonne humeur de Charles firent de mon intégration un processus d'apprentissage convivial et joyeux. Une autre étudiante, Chrystelle Grenier qui était en DEA de sociologie, était vacataire au laboratoire. Notre travail consistait en de multiples tâches : réception, classement et archivage de la bibliographie (revues scientifiques, ouvrages, presse, etc.), classement du courrier, mises à jour des commandes de revues et d'ouvrages, etc. En outre, nous devions participer à l'organisation des manifestations scientifiques (séminaires ou colloques) organisées par le laboratoire. Ce sont les petites et grandes responsabilités au sein de ce laboratoire à taille humaine

qui nous ont appris, à mes camarades et à moi-même, les arcanes concrètes du métier de chercheur au quotidien avec les activités des plus anodines aux plus denses comme la création de la revue *Face A Face. Regards sur la santé*.

Tous les trois mois, toutes les forces vives du laboratoire étaient occupées à la publication et à la diffusion de la revue *Sociétés d'Afrique & sida*. Elle paraissait en français et en anglais et partait sur les cinq continents. Nous classions les piles jaunes en fonction des continents de destination. Chaque adresse collée à l'enveloppe qui contenait la revue était une ode au voyage, de l'Australie à l'Afrique du Sud, de la Suède à la Chine, des États-Unis à la Côte d'Ivoire. Nous apprenions alors comment se constitue une revue, un appel à contributions, une sélection d'articles, une distribution de relectures, etc. Lorsque tous les exemplaires étaient timbrés et portés au bureau de poste de Bordeaux 2, dans la cour, c'était une victoire que nous savourions en attendant des réactions qui de temps à autre pouvaient être spectaculaires. J'ai intégré le laboratoire à la fin février 1995, juste après un envoi dont je devais me rendre compte qu'il contenait un article qui allait remuer la communauté de *Sociétés d'Afrique & sida*. Dominique Kerouedan, médecin de santé publique, en poste d'assistante technique pour la coopération française, auprès du ministère de la Santé publique de Côte d'Ivoire avait publié un article dans lequel elle s'interrogeait sur les modes de transmission du VIH. Alors que toute la communauté scientifique s'était accordée depuis plus d'une décennie sur les trois modes de transmission sexuelle, sanguine et materno-fœtale, Dominique Kerouedan se demandait s'il n'en existait pas d'autres non répertoriés.

Elle partait de l'idée que, vivant en Côte d'Ivoire où le taux de séroprévalence était estimé à 5 % de la population sexuellement active et pour Abidjan, son lieu de résidence où ce taux s'élevait à 10 % pour le même groupe, elle écrivait ne pas comprendre que les relations sexuelles soient responsables d'une telle épidémie. Elle soulignait, à la suite de plusieurs travaux sur la sexualité en Afrique, que les relations sexuelles, notamment hétéro-sexuelles, supposées être responsables de 90 % des cas de transmission du VIH, ne pouvaient pas expliquer des prévalences au VIH aussi élevées (Kerouedan 1995). De fait, elle suggérait que s'ouvrent des réflexions sur d'autres modes de transmission éventuels. Par courriers électroniques, par télécopies, par appels téléphoniques, par lettres postales, nous avons été assaillis de réactions. Toutes ces voix s'élevaient contre l'approche de Dominique qui remettait en question, selon ces auteurs, des connaissances scientifiques indiscutables. Le numéro suivant de la revue fut consacré en partie à ces réactions et il aurait fallu plusieurs volumes de *Sociétés d'Afrique & sida* pour clore la polémique qui s'était apaisé par l'entregent des

responsables de la revue, Claude Raynaut (directeur de publication) et Alice Desclaux (rédactrice-en-chef) à l'époque. Quinze ans après, il me plaît de souligner que la révision des modes de calculs, survenue au tournant des années 2000, entraîne une division par deux des taux de séroprévalence du VIH/sida. Pour autant, aucun des arguments émis par Dominique Kerouedan ne s'est avéré. Elle avait raison sur l'ampleur de l'épidémie, moindre que ce qui s'écrivait, mais se trompait sur les causes. Les chemins de la « vérité » scientifique sont parfois déroutants.

En effet, depuis la fin des années 1990 et surtout à partir du début des années 2000, les séroprévalences au VIH/sida ne sont plus calculées sur la base des sites dits « sentinelles », notamment à partir des tests effectués chez les femmes enceintes en consultation prénatale mais à partir d'enquêtes effectuées auprès des ménages dites enquêtes EDS (Enquête démographique et de santé) assorties de prélèvements sanguins auprès de ces « ménages » (Enquête démographique et de santé, 1998, 1999). De fait, les statisticiens et démographes en ont conclu que les enquêtes sentinelles auprès des femmes enceintes en consultation prénatale entraînaient une extrapolation erronée. L'argumentaire statistique était fondé sur un syllogisme. Toutes les catégories sociales fréquentent les maternités ; les femmes testées en consultation prénatale représentent la population sexuellement active ; les taux de séroprévalence de ces femmes représentent par extrapolation la séroprévalence de toute la population des 15-49 ans. Les évidences contrarient parfois la réalité et quelques fois elles la travestissent.

Les enquêtes EDS ont montré que la sexualité des femmes en situation de procréation (en majorité entre 18 et 30 ans) est plus élevée que celle de l'ensemble des femmes sexuellement active, notamment entre la puberté la procréation et surtout après la période de procréation où la sexualité continue ; cette sexualité est moins active qu'aux extrémités de la pyramide des âges et est davantage régulée (Larmarange 2008).

Tous les pays africains ont vu leurs taux de séroprévalence revus à la baisse et la fameuse barre symbolique des 30 % de taux de séroprévalence dépassée par le Botswana et le Swaziland n'est plus atteinte par aucun pays, ce qui relativise surtout les figures de style journalistiques sur l'hécatombe du sida en Afrique, étant entendu que les chercheurs en sciences sociales ne jouaient pas sur le registre du catastrophisme. La majorité des pays ont vu la séroprévalence qui leur était attribuée réduite de moitié : l'Ouganda (de plus de 10 à 5 %), le Cameroun (de 12 à 5,5 %), la Côte d'Ivoire (de 10 % à 3,8 %). Il est tout à fait remarquable qu'une telle révision ait donné lieu à très peu d'autocritique des épidémiologistes, des démographes et des statisticiens si l'on compare cette marge d'erreur aux critiques internationales qui ont accompagné chaque propos de responsables politiques ou des médecins

africains qui visaient à relativiser l'impact de l'épidémie dans leur pays dans les années 1980 (Dozon et Fassin 1988 et 1989) ou, pire, si l'on se remémore la salve de courroux qui s'est abattue sur Thabo Mbeki en 2000, suite à sa remise en cause stratégique du lien entre le VIH et le sida (Fassin 2000).

Le monde de la recherche est suffisamment petit pour que je puisse souligner que ma route a croisé plusieurs fois celle de Dominique Kerouedan. La première fois ce fut avec des militants travaillant avec les associations ivoiriennes ; la seconde fois je fus contacté par Dominique Darbon qui dirigeait le CEAN afin d'écrire un texte qui serait susceptible d'accompagner un article volumineux qu'il venait de recevoir sur le sida en Côte d'Ivoire (Kerouedan et Eboko 1999). Ce double texte fut le premier titre paru en France sur la thématique *Politique publique et sida en Afrique*. Ce croisement faisait suite à la thèse de doctorat en santé publique et en épidémiologie soutenue par Dominique Kerouedan quelques mois auparavant et dont Claude Raynaut avait été membre du jury. J'avais donc eu entre les mains la thèse en question avant d'avoir la belle surprise d'en lire l'extrait qui constituait la première partie de notre publication commune dans la collection « Travaux et Documents » du CEAN. Dominique Darbon avait eu la bonne idée de mettre en évidence l'importance d'une réflexion en termes de « politique publique » sur la question du sida en Afrique. La majorité des travaux en sciences sociales sur cette thématique provenait de l'anthropologie et de la socio-démographie. Je me suis inscrit dans cette dynamique interdisciplinaire, favorisée par mon appartenance à deux laboratoires de référence, le CEAN et le SSD.

J'en ai tiré des travaux et des projets de recherche, au croisement d'une réflexion théorique, interdisciplinaire (Eboko 2005a), en tentant de provoquer une entrée pertinente de science politique concernant la place différenciée des États africains dans les réponses globales qui leur sont proposées au niveau international (Eboko 2005b). Au bout de cette première phase, ces travaux se sont ouverts à des réflexions multi niveaux (l'international, le national, le local, le transnational, le bilatéral et le multilatéral). Dans ce registre, c'est encore une question posée par Claude Raynaut qui résume le mieux comment j'ai conçu, compris et justifié la démarche inductive (Eboko 2005b) qui m'a amené du niveau national et comparatif africain (Cameroun, Côte d'Ivoire, Burkina Faso, Ouganda, Afrique du Sud) vers une interpellation heuristique du niveau international.

« Les politiques publiques nationales ont été le reflet direct de choix pris à l'échelon international. Dans un premier temps, les options qui ont été retenues privilégiaient une démarche de prévention fondée sur l'information de masse et le "marketing social", négligeant la mise en place d'une offre de